

Programme technique pour une mission de maîtrise d'œuvre

2025 - ENFIP Clermont-Ferrand – MOE Escalier

École nationale des Finances publiques

Établissement de Clermont-Ferrand



Objet de l'opération Marché de maître d'œuvre pour la création d'un escalier de secours et la mise en sécurité incendie du site

Sommaire

I.	Objet et contexte de l'opération	3
II.	Description des intervenants.....	4
A.	Maître d'ouvrage	4
B.	Assistant technique au Maître d'ouvrage	4
C.	Contrôle technique	4
D.	Coordinateur SPS	4
E.	Architecte du patrimoine	4
F.	Géotechnicien.....	5
III.	Description du site.....	5
A.	Présentation générale.....	5
	Descriptif du hall	7
B.	Problématique future de l'évacuation incendie du site.....	8
C.	Classement du site et dispositions constructives	9
	Evacuation des personnes dans le site	9
IV.	Les besoins	11
A.	Présentation du contexte.....	11
B.	Schéma directeur de sécurité incendie	11
C.	Travaux à prévoir	12
D.	Implantation potentielle du futur escalier et prescription du patrimoine.....	12
E.	Coordination avec les autres maîtrises d'œuvre	14
F.	Difficulté d'accès au patio et sécurité	15
G.	Enveloppe budgétaire	15
H.	Calendrier prévisionnel de réalisation	15
I.	Mission de maîtrise d'œuvre	15
J.	Analyses préalables	16
K.	Contraintes liées au déroulement du chantier en site occupé	16
L.	Normes et réglementation.....	16
M.	Considérations environnementales.....	16

I. Objet et contexte de l'opération

L'École nationale des Finances publiques (ENFiP) est un service à compétence nationale rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances.

Elle a pour mission de conduire les actions de recrutement, de formation professionnelle initiale et de formation continue pour le compte de la Direction générale des Finances publiques (DGFIP).

La présente opération a pour objet la création d'un escalier de secours et la mise en sécurité incendie de l'École nationale des Finances publiques, Établissement de Clermont-Ferrand, situé 1 rue Ledru 63033 Clermont-Ferrand Cedex 1.

L'Ecole Nationale des Finances Publiques de Clermont-Ferrand est fréquentée par de nombreuses personnes :

- Le personnel de l'école ;
- Les élèves ;
- Les prestataires au passage régulier (travaux, ménage, maintenance) ;
- Les groupes extérieurs ponctuels, utilisant des locaux pour des conférences par exemple.

Les effectifs d'élèves augmentant chaque année, la capacité du site tel qu'aménagé actuellement montre ses limites, que ce soit au niveau de sa capacité d'accueil pédagogique comme de sa capacité à garantir une évacuation sûre et rapide en cas d'incendie.

C'est pourquoi, dans le cadre d'un site occupé, le projet abordera plusieurs sujets de sécurité :

- Création d'un escalier de secours visant à améliorer l'évacuation en cas d'incendie ;
- Réaménagements annexes de certains locaux ;
- Modification du sas d'entrée des étudiants et des issues de secours le cas échéant ;
- Adaptations nécessaires pour obtenir le niveau de sécurité réglementaire de l'établissement.

A noter que sur le site, une opération de création de portique de sécurité est en cours ainsi qu'un réaménagement d'une zone du sous-sol, et dans le cadre de la mission une coordination sera à prévoir avec ces deux opérations.

L'opération est soumise à des contraintes architecturales liées aux Architectes des Bâtiment de France (ABF).

Elle se déroulera en site occupé.

II. Description des intervenants

A. Maître d'ouvrage

Direction

État – Ministère de l'économie, des finances et de la relance
Direction générale des finances publiques (DGFIP)
École nationale des finances publiques (ENFiP)
10 rue du Centre - 93464 Noisy-le-Grand Cedex

Madame Sandra-Jeanne Lara-Golliot : sandra-jeanne.lara-golliot@dgfip.finances.gouv.fr
Madame Anissa Khaldi : anissa.khaldi@dgfip.finances.gouv.fr
Madame Florence Launay : florence.launay@dgfip.finances.gouv.fr

Lieu d'exécution

École nationale des finances publiques (ENFiP)
Établissement de Clermont-Ferrand
1 rue Ledru
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Monsieur Robert Rossignol : robert.rossignol@dgfip.finances.gouv.fr
Madame Audrey Marion-Berthe : audrey.marion-berthe@dgfip.finances.gouv.fr

B. Assistant technique au Maître d'ouvrage

Secrétariat Général
Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP)
Bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO)
Antenne immobilière de Lyon

Monsieur Nicolas Alexandre : nicolas.alexandre@finances.gouv.fr
Monsieur André Piètre : andre.pietre@finances.gouv.fr

C. Contrôle technique

L'opération fera l'objet d'une mission de contrôle technique. Le recrutement de ce dernier est en cours.

D. Coordinateur SPS

L'opération fera l'objet d'une mission de coordination SPS. Le recrutement de ce dernier est en cours.

E. Architecte du patrimoine

L'opération a fait l'objet d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès d'un architecte du patrimoine pour l'implantation et l'insertion de l'escalier. Elle comprend une proposition d'insertion graphique (esquisse sur base des plans existants et / ou croquis sur base photo).

F. Géotechnicien

L'opération a fait l'objet d'une étude géotechnique G1 + G2 phase AVP selon la norme NF P94-500 (Missions d'Ingénierie Géotechnique Types – Révision de novembre 2013) sur la base d'un avant-projet réalisé par un autre cabinet d'architecte en vue de la construction d'un escalier de secours.

III. Description du site

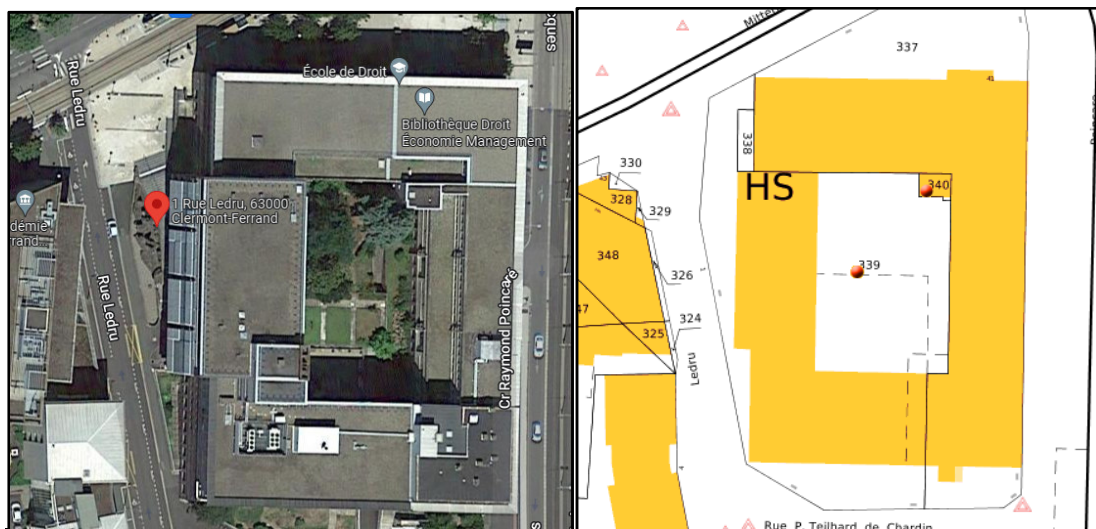
A. Présentation générale



Le bâtiment accueillant l'ENFIP fait partie, avec la Faculté de Droit et de Sciences économiques, d'un ensemble bâtiminaire qui a été construit de 1961 à 1966 par Eugène Baudoin (architecte) et Paul Lanquette (architecte).

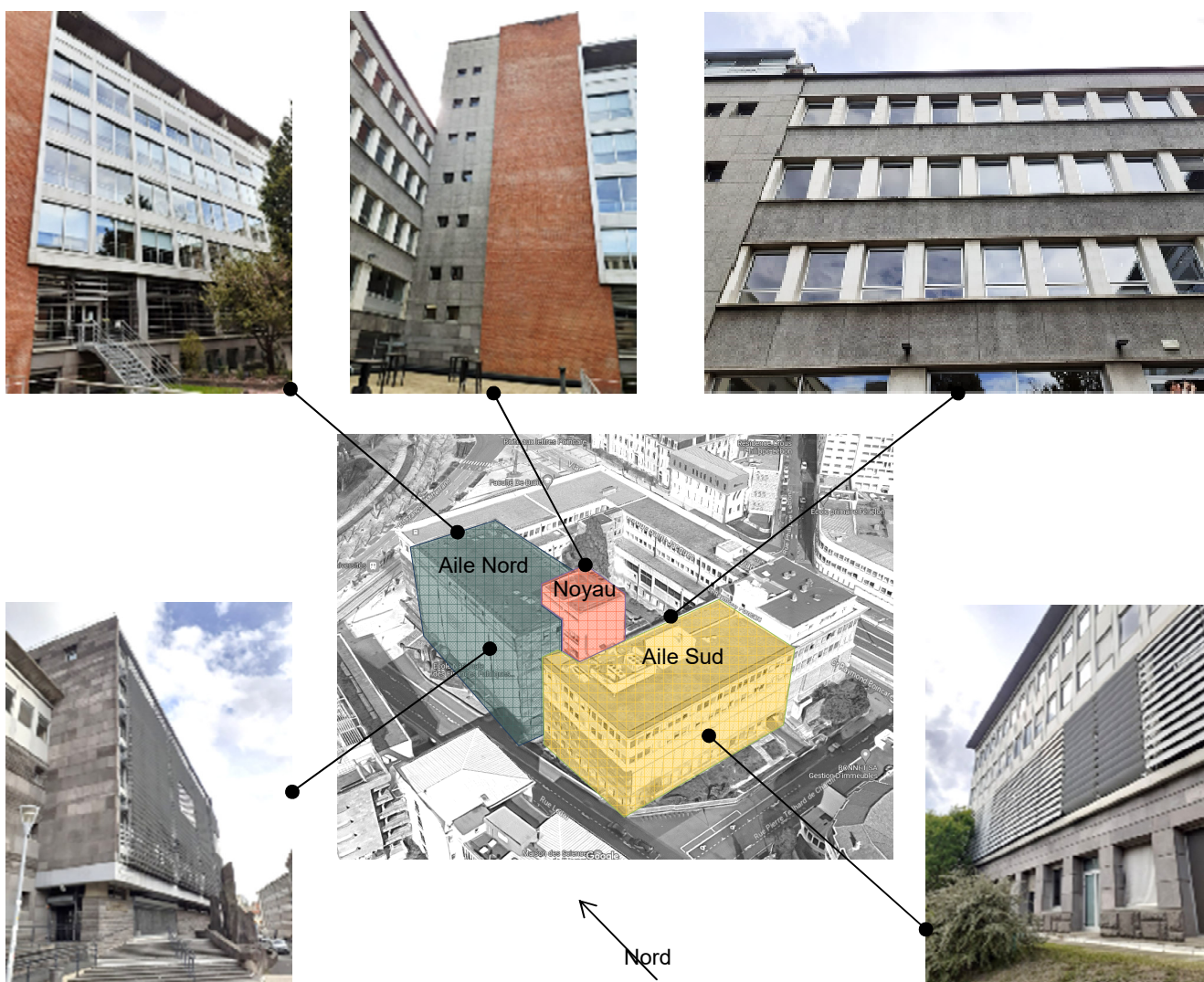
Les deux institutions sont autonomes tout en s'intégrant dans le volume général de l'ouvrage.

Le bâtiment est implanté sur les parcelles n° 338 / 339 - section HS, soumis au règlement de zone UG du PLU.



L'école n'a pas subi de transformations structurelles majeures depuis sa construction. Seuls quelques réaménagements de plateaux et des mises à jour techniques ont été effectuées au fil du temps. La structure du bâtiment est de type poteaux poutres.

Le bâtiment en forme de « L » est composé d'une branche à R+5 et d'une autre branche à R+3. L'ensemble comporte 2 sous-sols.



Façades du patio, entrée principale RdC, sortie sur espace vert R-1

Le bâtiment de l'École nationale des Finances publiques et de la faculté de Droit a été labellisé « Architecture contemporaine remarquable du Puy-de-Dôme » en 2015.

La notice ACR0000112 est disponible sur la plateforme ouverte du patrimoine du Ministère de la Culture à cette adresse : <https://pop.culture.gouv.fr/notice/merimee/ACR0000112>

L'établissement, isolé, est classé ERP de type R avec des aménagements de type L de 2e catégorie en application des articles R123-18, R123-19, GN1, GN5 R1 et R2.

Il totalise un effectif de 1037 personnes dont 976 (inscrits) au titre du public. Il est précisé que l'intégralité des effectifs n'est jamais présente simultanément sur le site. Il est probable que l'établissement accueille une centaine d'étudiants stagiaires supplémentaires à moyen terme.

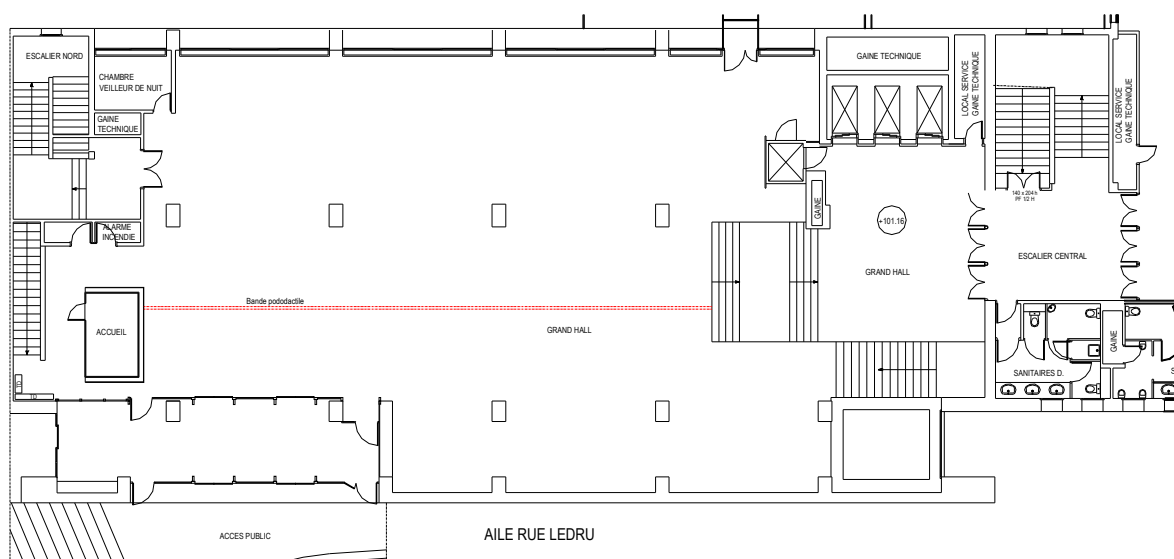
La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est supérieure à 8m par rapport au niveau d'accès des secours.

L'accès du bâtiment pour tous les élèves est composé de deux portes coulissantes d'1.40m de passage et de deux portes d'une unité de passage, l'une de 0.90m et l'autre de 0.95m. On y accède par un grand escalier. Une porte coulissante située à gauche de l'entrée, permet d'accéder à une rampe pour les personnes à mobilité réduite.



Vue panoramique du hall depuis le palier des ascenseurs

Descriptif du hall



Plan du hall d'accueil

Le sas d'entrée permet d'accéder à un grand hall d'une surface d'environ 500m². Celui-ci comprend un box d'accueil situé directement à gauche de l'entrée, une zone de circulation et deux zones de vestiaires réservées aux élèves (située à droite et en face du sas d'entrée).

Un escalier derrière le box d'accueil permet d'accéder au premier sous-sol. Derrière cet escalier, au fond du bâtiment se trouve l'un des escaliers principaux du bâtiment (escalier Nord).

A droite au fond du hall se trouve un grand escalier ouvert qui permet l'accès au deuxième escalier (escalier central). Avant celui-ci se trouve une batterie de 3 ascenseurs (2 ascenseurs et un monte-charge).

Un troisième escalier (escalier Sud) est situé dans la deuxième branche du L où se trouve également une salle de réunions monumentale pouvant accueillir jusqu'à 495 personnes. Ces trois escaliers permettent l'évacuation totale du bâtiment en cas d'incendie.



Vue du hall depuis le box d'accueil

B. Problématique future de l'évacuation incendie du site

A l'issue de la dernière visite de la commission départementale de sécurité, l'établissement a obtenu un avis favorable à la poursuite de son exploitation.

Depuis, la politique nationale de formation des agents des Finances publiques a imposé un renforcement des effectifs formés.

Afin de ne pas dépasser les seuils d'effectif maximal permis par les dispositions constructives du bâtiment, le site se retrouve actuellement à devoir adapter le roulement de ses élèves afin de limiter leur présence simultanée dans les locaux. L'école a également aménagé provisoirement des locaux pédagogiques sur un autre site.

Les effectifs accueillis ont vocation à augmenter de 100 à 150 personnes supplémentaires pour la rentrée 2025/2026 (septembre).

A la construction du bâtiment, les étages supérieurs étaient réservés à un usage administratif. Les dégagements et unité de passage ont été conçus pour cet usage moins dense en effectif qu'une activité pédagogique. Le renforcement des effectifs formés implique de prendre possession d'une partie de ces étages et des locaux en sous-sol.

Il est craint que les dispositions constructives ne soit alors pas suffisante pour garantir l'évacuation sûre et rapide de l'ensemble des occupants. Le nombre de dégagements à partir du deuxième étage semblerait devenir préoccupant pour absorber le flux des étages supérieurs.

Il est impératif d'obtenir la garantie d'un dispositif d'évacuation efficace, par une organisation et/ou une modification des dispositions constructives avant l'arrivée des nouveaux occupants.

C. Classement du site et dispositions constructives

L'établissement, isolé, est classé ERP de type R avec des aménagements de type L de 2e catégorie en application des articles R123-18, R123-19, GN1, GN5 R1 et R2.

Il totalise un effectif de 1037 personnes dont 976 (inscrits) au titre du public. Il est précisé que l'intégralité des effectifs n'est jamais présente simultanément sur le site. Il est probable que l'établissement devrait accueillir entre 100 et 150 étudiants stagiaires supplémentaires à la rentrée prochaine.

Il est accessible depuis la rue Ledru (aile Nord) et la rue Teilhard de Chardin (Aile Sud). Il est isolé des tiers contigus par des parois et des planchers hauts de degré 1 heure.

Le bâtiment est constitué d'une structure stable au feu de degré supérieure à 1 heure pour ce qui concerne les éléments principaux. Un flocage en sous-face de plancher doit être prévu pour compléter ce dispositif dès lors que l'étage fait l'objet d'un réaménagement.

La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est supérieure à 8m par rapport au niveau d'accès des secours.

La distribution intérieure est un cloisonnement traditionnel coupe-feu de degré 1 heure pour les parois entre les locaux et les dégagements accessibles au public, les blocs portes sont pare flammes de degré ½ heure. Les parois entre les locaux accessibles au public et les locaux non accessibles au public à risques courants sont pare-flammes de degré 1 heure. Les circulations sont recoupées tous les 25 à 30 m par des parois et des blocs portes pare-flammes de degré ½ heure. Les escaliers sont encloisonnés, les parois sont coupe-feu, leur fermeture est asservie au SSI.

Les étages sont desservis par trois escaliers réglementaires totalisant 8 unités de passage (UP).

Le rez-de-chaussée possède trois dégagements et 10 unités de passage.

Des issues de secours complémentaires semblent envisageables au R-1 pour rejoindre la rue Teilhard de Chardin, mais doivent faire l'objet d'adaptation (marche à franchir). Une issue PMR semble possible sur la rue Ledru.

Evacuation des personnes dans le site

Le site est équipé d'une centrale de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1.

Lors d'un déclenchement de l'alarme incendie, l'ensemble des personnes présentes évacuent par ces sorties de secours.

Des guide-files sont désignés pour guider (ou orienter) les élèves, alors que les portes automatiques sont ouvertes avec la centrale incendie.

Du fait du nombre important de personnes présentes dans le site, il a été constaté lors des exercices d'évacuation que celles-ci stagnaient dans le hall pour sortir, car elles arrivaient par vague.

La solution retenue pour l'évacuation du public en situation de handicap visé à l'article GN8 est l'évacuation différée et l'utilisation de paliers des niveaux 5, 4, 3, 2 et 1, dans les escaliers protégés dont les portes palières sont coupe-feu 1/2h, pouvant accueillir deux personnes en fauteuil roulant. L'aide humaine est disponible en permanence y compris pour les niveaux supérieurs. Des flashes rouges sont présents dans les sanitaires.

IV. Les besoins

A. Présentation du contexte

Ce programme découle des constatations sur site et du descriptif actuel fourni par la maîtrise d'ouvrage sur son fonctionnement.

En raison d'une augmentation constante des élèves par promotion, il devient impératif d'anticiper la situation et de proposer des solutions, afin de pouvoir sereinement garantir la sécurité et la sauvegarde des occupants.

La démarche des études du dispositif de sécurité incendie doit être globale. Toutefois, le financement de la présente opération ne permettra peut-être pas de réaliser la totalité des travaux nécessaires à l'obtention du niveau de sécurité réglementaire pour la totalité du bâtiment. Aussi, il conviendra tout d'abord d'établir un schéma directeur de sécurité hiérarchisant les besoins les plus prioritaires et proposant une décomposition chiffrée et échelonnée dans le temps des travaux nécessaires. Des travaux à minima sont imposés dans le cadre de cette présente opération.

Par ailleurs, plusieurs opérations sont en cours ou à venir dans le bâtiment disposant de leur propre maîtrise d'œuvre. Il s'agit de l'opération de mise en œuvre d'un contrôle d'accès dans le hall de l'école, d'une part, et de l'aménagement de locaux pédagogiques au sous-sol, récemment désamianté, d'autre part. Ces opérations ont des interactions, ne serait-ce qu'avec les cheminements d'évacuation. Aussi, un minimum de coordination entre les trois opérations est nécessaire.

L'opération est soumise à des contraintes architecturales liées aux Architectes des Bâtiments de France (ABF). Les préconisations de l'architecte du patrimoine devront être respectées et l'ouvrage devra parfaitement s'intégrer dans l'architecture existante de la cour, tout en restant inscrit dans l'enveloppe budgétaire de l'opération.

L'activité de l'établissement sera maintenue durant l'intégralité des travaux. Cela implique des contraintes sur les nuisances de chantier, de possible demande d'interruption de chantier liée à l'agenda pédagogique (examen, événements spéciaux) et un probable phasage.

Enfin, la cour intérieure où sera implanté l'escalier peut être difficile d'accès pour les engins de construction ou les approvisionnements. Ces contraintes devront être prises en compte pour l'établissement de la méthodologie dès les études.

B. Schéma directeur de sécurité incendie

Afin de planifier et d'organiser les mesures de prévention et de lutte contre l'incendie, un schéma directeur de sécurité incendie devra être réalisé afin de permettre d'obtenir les autorisations de réaliser les premiers travaux, objet de la présente opération, en informant la commission de sécurité de la vision globale de mise en sécurité du site si les travaux nécessaires ne peuvent être financés en intégralité au moment du dépôt des autorisations d'urbanisme.

Voici les étapes attendues pour la réalisation du schéma directeur :

- Faire une analyse détaillée de l'ensemble du site, des différentes activités et des installations actuelles. Identifier les zones à risque et les éléments de sécurité déjà en place. Prendre en compte les prescriptions existantes ainsi que l'ensemble des travaux et aménagements qui ont eu lieu ces dernières années. S'assurer de l'application (toute ou partie) des réglementations associées aux activités en prenant en compte notamment les années d'application de celles-ci.
- Évaluer les risques d'incendie en tenant compte des activités présentes, des matériaux utilisés, des équipements électriques, des sources de chaleur et des processus de travail. Identifier les conséquences potentielles d'un incendie et les mesures de prévention appropriées.
- Définir les mesures de prévention nécessaires pour réduire les risques d'incendie afin de définir les actions à réaliser.

- Établir le chiffrage de l'ensemble des mesures à mettre en œuvre, en établir la planification et la priorisation.
- Assister le maître d'ouvrage pour l'établissement des procédures claires et détaillées pour la gestion des situations d'urgence et des interventions en cas d'incendie, que ce soit pour pallier aux risques d'une situation provisoire ou à mettre en œuvre à l'issue de la réalisation de l'ensemble des travaux prévue par le schéma directeur.

C. Travaux à prévoir

Une fois le dispositif global de sécurité établi dans le schéma directeur, le maître d'œuvre doit, dans le respect de l'enveloppe budgétaire, les études et le suivi d'exécution des travaux à minima suivant :

- Le maître d'œuvre doit élaborer par tout moyen qu'il juge nécessaire un dispositif d'évacuation permettant de prendre en compte les augmentations d'effectif tout en garantissant la sécurité et la sauvegarde des occupants.

Ce dispositif devra comprendre :

- La mise en œuvre dans la cour intérieure d'un escalier en façade du R+2 au RdC (compris fondations, renfort structure, aménagement de paliers et traitement architecturale).
- La restitution dans les étages administratifs des salles de cours qui auraient été neutralisées par les accès aux paliers de l'escalier créé. L'implantation de ces salles de cours ne devra pas générer plus de tension dans les dégagements et unités de passage que la situation existante. Le maître d'ouvrage a d'ores et déjà identifié 4 bureaux à transformer en deux salles de cours répondant à la contrainte. Ces travaux seront décrits en tranche optionnelle.
- L'adaptation ou la création, si nécessaires, des issues de secours donnant à l'extérieur du bâtiment. Les issues du rez-de-chaussée comme du sous-sol pourront être envisagées. Dans tous les cas, l'ensemble du cheminement vers une zone de refuge doit être incluse (modification du mur d'enceinte en cas d'évacuation significative par le sous-sol par exemple). Ces travaux seront décrits en tranche optionnelle.
- Modification de la signalétique réglementaire ou non permettant la bonne évacuation selon le dispositif établie.

Pour atteindre l'objectif, le maître d'œuvre peut envisager et proposer des mesures organisationnelles et des demandes de dérogations assorties de mesures compensatoires visant à rétablir le niveau de sécurité de l'établissement.

En fonction des conclusions du schéma directeur, certains ouvrages jugés prioritaires et soutenable budgétairement, pourront faire l'objet de tranches optionnelles.

D. Implantation potentielle du futur escalier et prescription du patrimoine

L'opération a fait l'objet d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage auprès d'un architecte du patrimoine pour l'implantation et l'insertion de l'escalier.

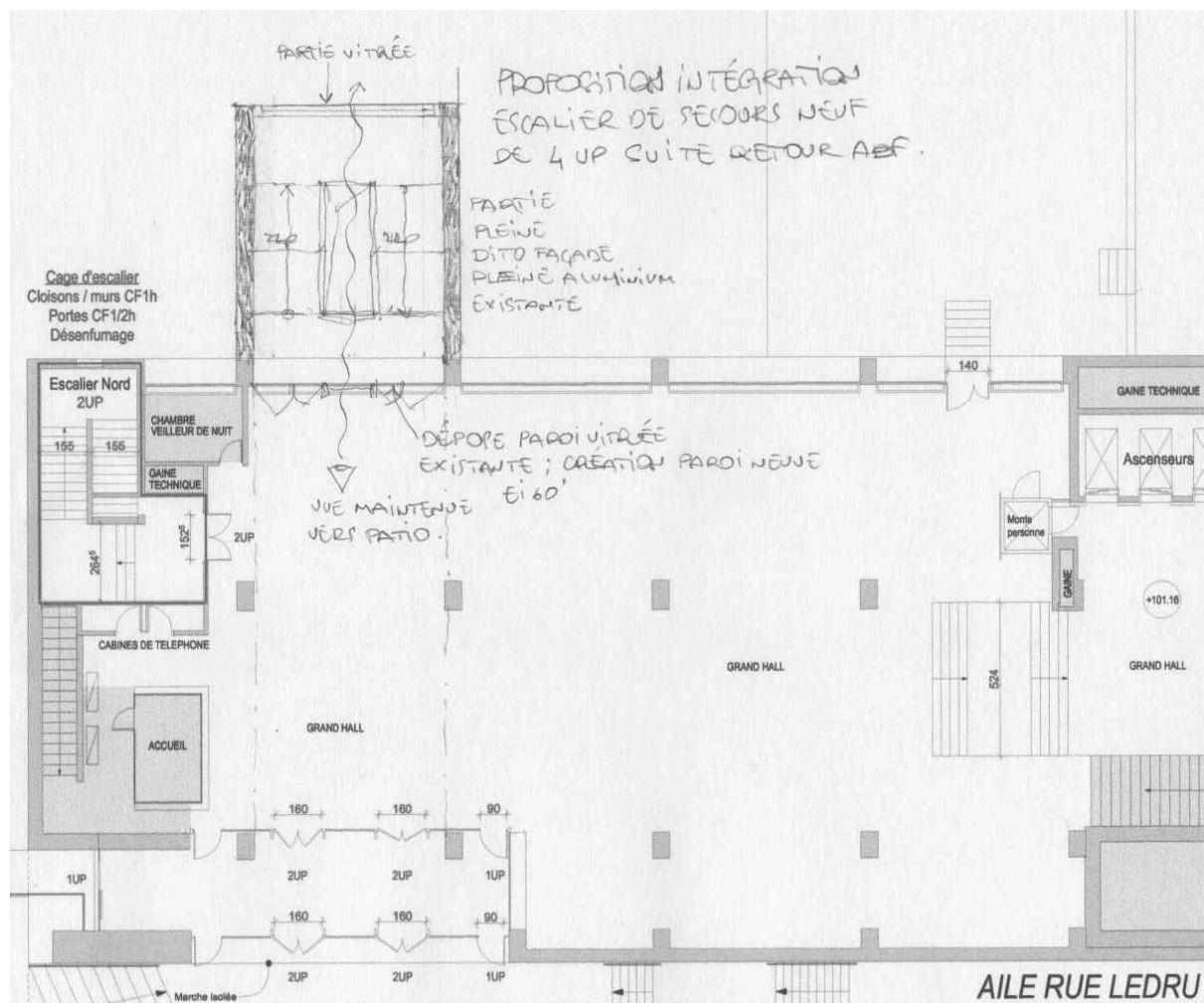
L'escalier de 4UP supplémentaires sera positionné sur le hall, côté patio et fera face à l'entrée principale du bâtiment.

Cette proposition d'implantation fait suite aux préconisations de l'ABF faites au cours de la visite sur place.

L'objectif est de prolonger visuellement la transparence sur le patio depuis le sas d'entrée principal en créant une paroi vitrée au fond du volume neuf de l'escalier.

Les parties latérales, en prolongement des supports en béton armé, seront pleines et reproduiront l'habillage aluminium des façades existantes sur patio. Ces parois latérales pleines protégeront du feu la structure porteuse de l'escalier.

L'escalier sera isolé du volume d'accueil par une paroi vitrée de même langage que le sas recréé.



*Proposition d'insertion graphique de l'architecte du patrimoine
(croquis sur base des plans existants)*

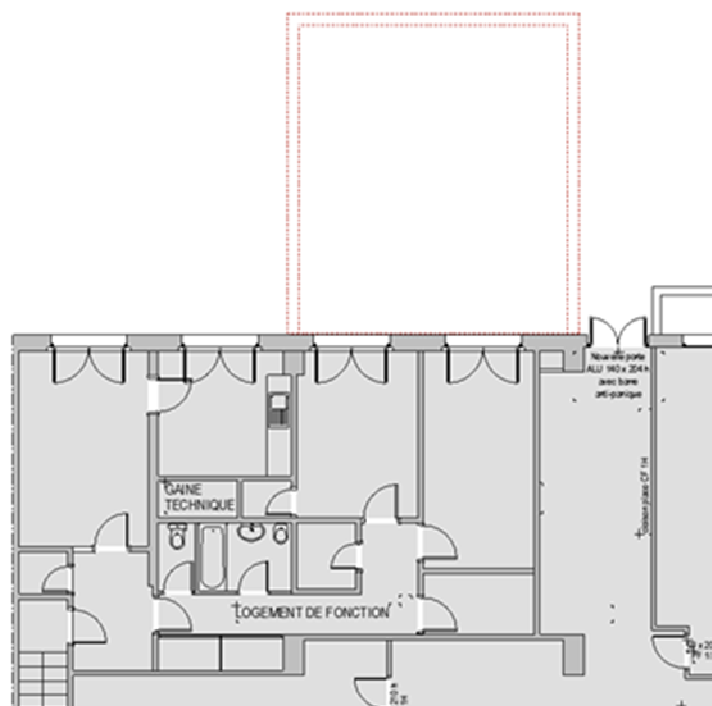
L'Architecte des Bâtiments de France a également fait deux suggestions :

- Il proposait que l'escalier puisse offrir un accès direct au patio depuis le hall d'accueil.
- Il préconisait enfin que le patio, qualitatif et faisant partie du projet d'origine, soit requalifié à cette occasion : reprofilage des pentes du patio (gestion des eaux de ruissellement), redessin des cheminements érodés et perturbés par l'implantation de l'escalier neuf, et création d'un local extérieur pour y dissimuler la poubelle et le composteur.

Ces deux souhaits ne relevant pas de la problématique de sécurité incendie et pouvant avoir un impact technique et financier important, elles pourront être examinées en début d'étude. Le cas échéant, un arbitrage du maître d'ouvrage, au plus tard à l'issue de l'avant-projet, déterminera s'il est donné suite à ces demandes sous forme de tranches optionnelles. A défaut, le végétal de la cour devra être impacté à minima.

L'escalier devra disposer en partie haute d'un ouvrant de désenfumage respectant l'intégration architecturale.

Au sous-sol, l'escalier assez imposant (environ 8.20 x 7.40m) condamnera deux châssis existants et laissera les deux à l'extrémité du bâtiment un peu dans l'ombre. Toutes propositions permettant d'amoindrir cette conséquence pourront être formulées.



Emprise au sous-sol

L'étude structure de l'escalier prendra en compte les premières conclusions de l'étude géotechnique qui sera complétée au besoin en cours d'étude sur la base des nouveaux éléments établis.

L'ensemble de l'ouvrage devra s'intégrer ou répondre à l'architecture existante de l'ENFiP et de l'université adjacente, en accord avec les prescriptions de l'architecte du patrimoine et de l'architecte des bâtiments de France. Tous échanges ou visites acceptées par ces interlocuteurs est souhaitable.

E. Coordination avec les autres maîtrises d'œuvre

Plusieurs opérations sont en cours ou à venir dans le bâtiment, disposant de leur propre maîtrise d'œuvre. Il s'agit de l'opération de mise en œuvre d'un contrôle d'accès dans le hall de l'école, d'une part, et de l'aménagement de locaux pédagogiques au sous-sol, récemment désamianté, d'autre part. Ces opérations ont des interactions, ne serait-ce qu'avec les cheminements d'évacuation. Aussi, un minimum de coordination entre les trois opérations est nécessaire.

La responsabilité des demandes d'autorisations d'urbanisme et de modification de l'ERP incombe au présent maître d'œuvre. A ce titre, il pourra émettre des préconisations à ces confrères relevant de la cohérence du dispositif global de sécurité du bâtiment. Il veillera toutefois à ne pas entraver leur liberté de création et de conception. Il est souhaité un dialogue en bonne intelligence entre professionnels d'une même corporation. A défaut, le maître d'ouvrage arbitrera et imposera les prescriptions sous la forme de modifications de programme. Toute coordination de phasage, approvisionnement et définitions des emprises devra faire l'objet d'un consensus visant garantir la sécurité de tous et une poursuite de l'exploitation de l'établissement optimal.

Pour information, des travaux lourds de modification de l'enveloppe du bâtiment de l'université pourrait avoir lieu concomitamment aux travaux de l'ENFiP. Toute interférence pouvant exister entre les deux opérations devra être traitée en amont.

F. Difficulté d'accès au patio et sécurité

Les accès usuels existant au patio sont peu propices à l'approvisionnement et à l'accès des engins de chantier. Le positionnement d'une grue dans le patio ou à l'extérieur du bâtiment semble extrêmement compliqué. Le patio fait actuellement partie du dispositif d'évacuation.

La méthodologie de mise en œuvre de l'escalier devra être envisagée dès le début des études. Si une dépose de parois de façades ou toute autre action visant à rendre possible l'acte de construction est nécessaire, la dépose, le stockage et la restitution à l'identique sera exemplaire et toute dégradation à déplorer fera l'objet d'une réparation.

Pour le patio comme pour le reste du bâtiment, si la méthodologie des travaux impact le dispositif de sécurité existant, une solution alternative garantissant de maintenir à minima le même niveau de sécurité devra être approuvée. Le cas échéant, une note explicative pourrait être jointe à la notice de sécurité transmise aux services instructeurs.

G. Enveloppe budgétaire

L'enveloppe financière prévisionnelle maximum consacrée aux travaux s'élève à 900 000 € TTC (valeur juin 2025).

H. Calendrier prévisionnel de réalisation

La phase travaux devra être déterminée au mieux par la maîtrise d'œuvre avec comme objectif principal de minimiser l'impact sur le fonctionnement du site, tout en évitant du travail en horaire décalée. Il sera possible de prévoir des interventions limitées le week-end.

Etudes	3,5 mois
Consultation des entreprises	1,5 mois (jusqu'à signature des marchés)
Phase travaux	13 mois
Parfait achèvement	12 mois
Total	30 mois

Nota : ces délais doivent intégrer les différents délais administratifs (déclaration de travaux notamment).

I. Mission de maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est réputé être en possession et parfaitement connaître toutes les réglementations, textes et normes relatif à l'amiante, à l'urbanisme et à la sécurité incendie.

Pour réaliser sa mission, le maître d'œuvre, s'il ne dispose pas de l'ensemble des compétences nécessaires, devra s'entourer d'un bureau d'études les possédant.

La mission objet du marché comprend :

- Un diagnostic préalable comprenant :
 - le relevé de l'existant ;
 - l'établissement des notes de calcul réglementaire et autres ;
 - en plus de la proposition définie au programme, au moins une proposition de travaux pour améliorer, optimiser, ou adapter le projet tout en respectant les besoins initiaux ;
 - l'analyse technico-économique liée aux différentes configurations proposées.
- L'établissement d'un schéma directeur de sécurité incendie
- Un avant-projet (fusion APS/APD)
- Une proposition d'allotissement
- La définition des travaux et l'élaboration des cahiers des charges pour la consultation des entreprises
- L'assistance au maître d'ouvrage pour toute démarche formelle ou informelle auprès du SDIS et des ABF
- L'assistance au maître d'ouvrage pour les demandes d'urbanisme

- L'assistance à la passation des contrats de travaux
- Le contrôle des études d'exécution (notamment synoptique et schémas)
- Le suivi de la réalisation des travaux
- L'ordonnancement, le Pilotage et la Coordination
- Les démarches et la coordination avec les services extérieurs (SDIS, mairie...)
- Les démarches et la coordination avec les autres maîtrises d'œuvre
- Le suivi du recyclage spécifique des déchets dans une démarche environnementale
- La réception des installations
- Le suivi des levées de réserve
- Le suivi de la garantie de parfait achèvement et autres garanties légales

Un exemplaire dossier des ouvrages exécutés sera délivré sous forme dématérialisée et deux exemplaires au format papier.

Les fichiers informatiques des DOE sont demandés sous format pdf mais également sous format AUTOCAD (version 2015). Le DOE informatique sera la reproduction exacte du DOE version papier.

J. Analyses préalables

Le maître d'œuvre indiquera les analyses spécifiques qu'il effectuera dans le cadre de ses démarches. Ces prestations seront intégrées à son budget.

K. Contraintes liées au déroulement du chantier en site occupé

S'agissant d'un établissement administratif de grande ampleur et d'une opération menée en site occupé, une attention particulière sera portée, dès la conception, à la limitation des nuisances de toutes natures générés par le chantier, et en particulier aux déplacements des élèves.

Les préconisations techniques et l'organisation du chantier doivent tenir compte de cet objectif.

Des dispositions particulières devront être prises, notamment en termes de délai de prévenance vis-à-vis des perturbations des activités du site qui ne pourraient être évitées.

La délimitation du chantier, le stockage et le phasage sont à établir en collaboration avec le coordinateur SPS, l'établissement, les autres opérations et en accord avec la réglementation.

Des événements spéciaux liés à la vie de l'établissement (examen par exemple, journée d'affluence totale) pourra faire l'objet d'une absence totale de nuisance, quitte à suspendre le chantier sur une durée limitée.

La sécurité de tous doit être garantie en chaque instant.

L. Normes et réglementation

D'une manière générale, l'ensemble des lois, règlements, DTU et règles de l'art en vigueur devra être respecté.

M. Considérations environnementales

Pour contribuer à la protection de l'environnement, le maître d'ouvrage tiendra compte des performances des entreprises concernant la protection de l'environnement.

L'opération intègre un chantier visant à limiter l'impact environnemental portant sur :

- la limitation des nuisances et des pollutions sur l'environnement proche et l'activité en phase travaux,
- l'optimisation de la gestion des déchets de chantier, leur tri, leur suivi et leur valorisation selon les objectifs de valorisation et de réduction fixés par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV).

Une clause de chantier à faibles nuisances, prenant en compte la maîtrise des consommations, la maîtrise des nuisances de chantier, la gestion, le tri et le recyclage des déchets de chantier, devra être intégrée au DCE des entreprises de travaux. Son suivi et son application, tout au long de la phase travaux, seront réalisés par l'équipe de concepteurs.